

Une étude

toluna 

 **harris
interactive**

pour

 **La France
insoumise**

Questions d'actualité dans le cadre de la niche parlementaire 2023

Novembre 2023

Jean-Daniel Lévy, Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion

Pierre-Hadrien Bartoli, Directeur des études politiques au Département Politique – Opinion

Hadrien Gouttefangeas, Chargé d'études au Département Politique – Opinion

Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en ligne** du **8 au 10 novembre 2023**.



Échantillon de **1094** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : **sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région**.



Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4



Principaux enseignements



Que retenir de cette enquête ?

Dans l'ensemble, la majorité des mesures testées recueillent l'approbation d'une majorité de Français, à la fois chez les sympathisants des différentes formations politiques de gauche mais également auprès des proches des autres partis de l'échiquier politique. Dans le détail :

- La quasi-totalité des Français se montrent favorables à la mise en place d'une loi visant à **indexer les salaires sur l'inflation** (92%), à des niveaux très proches selon la proximité politique. De même, plus de 9 Français sur 10 se déclarent favorables à une loi organisant **la réouverture d'accueils physiques dans les services publics** pour limiter la dématérialisation des procédures pour les citoyens (91%), cette mesure traversant également les clivages partisans. Enfin, **la garantie par la Constitution du droit à l'avortement** recueille également l'approbation d'une large majorité de la population (90%), allant des sympathisants de la France Insoumise à ceux du Rassemblement National.
- 88% des Français se disent favorables à la création d'une **commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier et d'évaluer la gestion par l'Etat des risques naturels majeurs dans les collectivités d'Outre-mer**. Ce niveau d'approbation est similaire au sein de l'ensemble des sympathisants des différentes formations politiques.
- Afin de limiter l'inflation des produits de première nécessité, les Français se montrent largement favorables à plusieurs mesures : **l'encadrement des marges réalisées par la grande distribution** (90%), par **les activités de raffinage de pétrole** (88%) ou **les industries agroalimentaires** (87%), mais aussi **l'instauration d'un prix plancher pour l'achat des matières premières agricoles** aux producteurs (88%). Ces mesures sont une nouvelle fois accueillies positivement quelle que soit la sympathie partisane.
- Face aux difficultés de se loger de certains jeunes, plusieurs propositions rencontrent l'adhésion d'une large partie de la population et en premier lieu **l'encadrement des loyers à la baisse** (86%) pour empêcher les propriétaires de louer les logements à des prix supérieurs à ceux définis par la commune. Par ailleurs, 8 Français sur 10 se déclarent favorables à **l'augmentation des dispositifs d'aide personnalisée au logement (APL), de l'allocation de logement sociale (ALS) et de l'allocation de logement familiale (ALF)** à destination des moins de 25 ans à hauteur de 150€ par mois.

Principaux enseignements (2/3)



D'autres mesures reçoivent également le soutien d'une majorité de Français, mais de manière un peu moins prononcée :

- Toujours dans le cadre de la crise du logement, 7 Français sur 10 se montrent favorables à **l'augmentation de la proportion minimale de logements sociaux** dans les communes de 30 à 35%.
- La proposition d'un **moratoire sur les projets de « méga-bassines »**, ayant pour conséquence l'interdiction de leur construction pendant 10 ans pour laisser le temps aux scientifiques de déterminer leur éventuel impact sur l'environnement, recueille l'approbation de 7 Français sur 10, et plus encore chez les proches d'EELV (84%) et de la France Insoumise (77%).
- La **suppression de la disposition autorisant les policiers à utiliser leur arme lorsqu'ils ne peuvent immobiliser autrement qu'avec cette dernière un véhicule dont les conducteurs n'obtempèrent pas** pour un retour à l'invocation de la légitime défense de droit commun est accueillie favorablement par près de 2/3 des Français (65%), une proportion qui varie peu selon la sympathie partisane.
- 6 Français sur 10 se déclarent favorables à **la garantie pour les familles monoparentales de l'allocation de soutien familial (ASF) même lorsque la situation de l'allocataire évolue**. Sur cette question, on peut noter des nuances selon la proximité politique, les sympathisants LFI (80%) et EELV (76%) soutenant largement cette proposition, alors les proches des Républicains (53%) et du Rassemblement national (58%) sont plus partagés.
- Les Français se montrent plus partagés concernant **l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande**, adopté par les eurodéputés de la commission du commerce international. Si 40% d'entre eux se montrent favorables à cet accord, une proportion similaire s'y déclare opposée (38%), les 22% restants ne le connaissant pas assez pour se prononcer.

Principaux enseignements (3/3)



Enfin, les Français ont été interrogés à propos de la question de la **réforme des retraites**, au cœur des débats au cours de cette année 2023 :

- Près de 3/4 d'entre eux se déclarent favorables à **l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans pour revenir à 62 ans** (74%), une proposition largement soutenue par les sympathisants des formations politiques de gauche (LFI : 88%, PS : 86%, EELV : 80%) et par ceux du Rassemblement national (84%). Si elle est moins populaire auprès des proches de la majorité présidentielle et des Républicains, une courte majorité s'y montre tout de même favorable (respectivement 55% et 51%).
- Près de 2/3 des Français accueillent même favorablement **un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans** (65%), une opinion là aussi plus prononcée chez les sympathisants de LFI (89%), du PS (74%), d'EELV (75%) et du RN (81%) et recueillant cette fois l'approbation d'une minorité de proches de la majorité présidentielle (40%) et des Républicains (35%)
- Par ailleurs, une large majorité de Français auraient souhaité **que la réforme des retraites soit soumise au vote des parlementaires** (74%) et qu'elle ne soit pas adoptée par la procédure de l'article 49.3. Cet avis est partagé par plus de 8 sympathisants LFI (84%), PS (88%), EELV (83%) et RN (81%) sur 10 et est même majoritaire auprès des proches des Républicains (64%) et de la majorité présidentielle (58%).

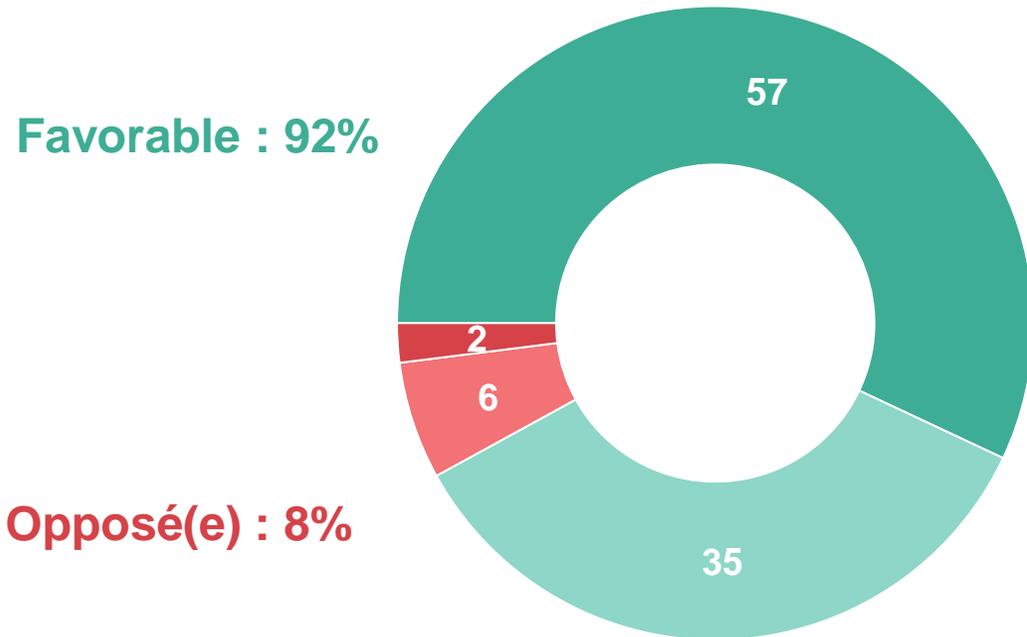


Résultats

Plus de 9 Français sur 10 se déclarent favorables à une loi visant à indexer les salaires sur l'inflation et plus de la moitié se disent même « très favorables » à une telle mesure, une opinion qui traverse toutes les familles politiques

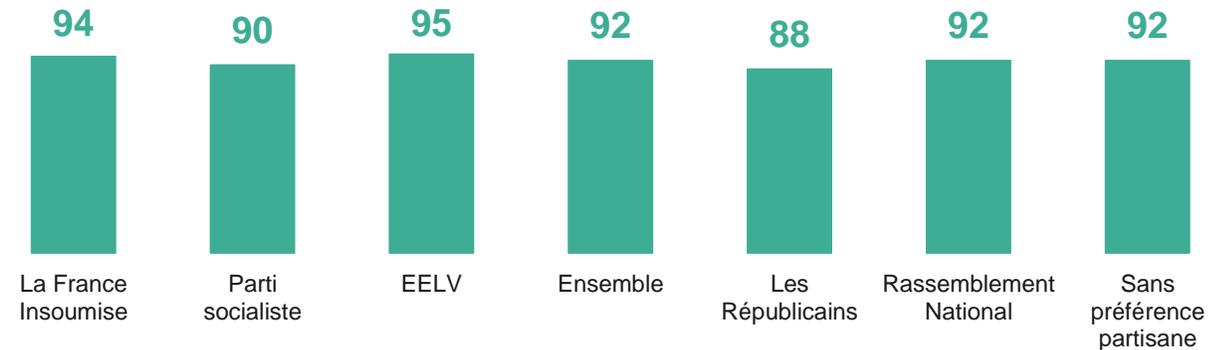
Etes-vous favorable ou opposé(e) à une loi visant à indexer les salaires sur l'inflation (que les salaires augmentent annuellement, au minimum, au même rythme que l'indice national des prix à la consommation) ?

- À tous, en % -



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)

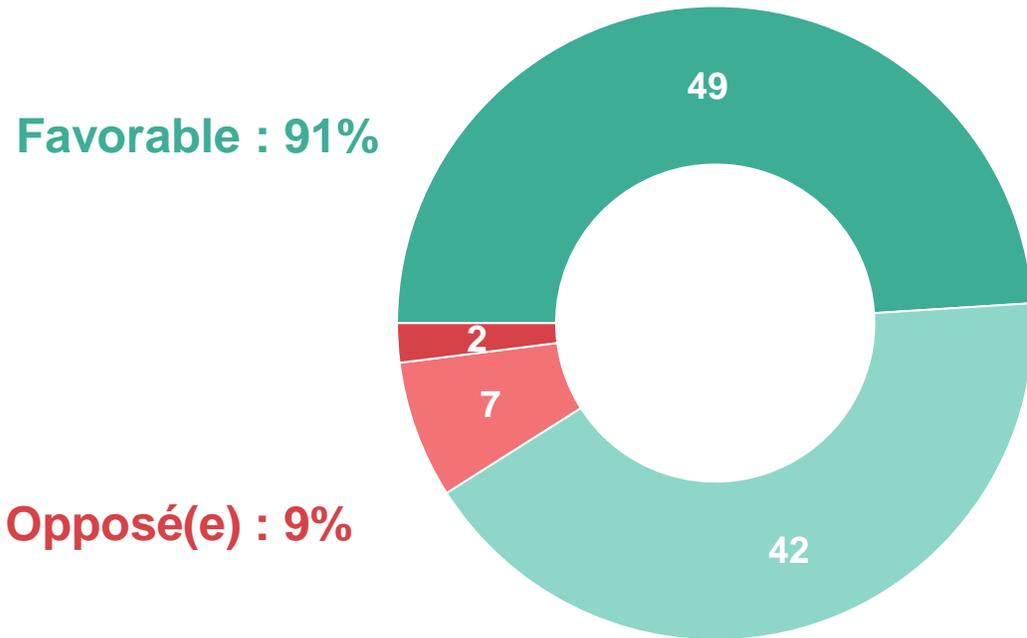
Proximité politique



Une large majorité de Français se déclarent favorables à une loi organisant la réouverture d'accueils physiques dans les services publics

Etes-vous favorable ou opposé(e) à une loi organisant la réouverture d'accueils physiques dans les services publics, afin que les citoyens ne soient pas contraints de recourir à des procédures dématérialisées (via Internet) pour accéder à leurs droits ?

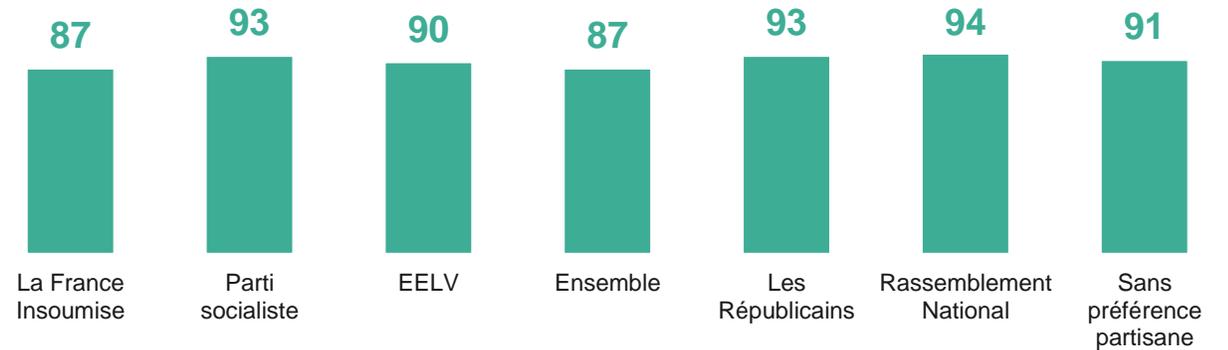
- À tous, en % -



Opposé(e) : 9%

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)

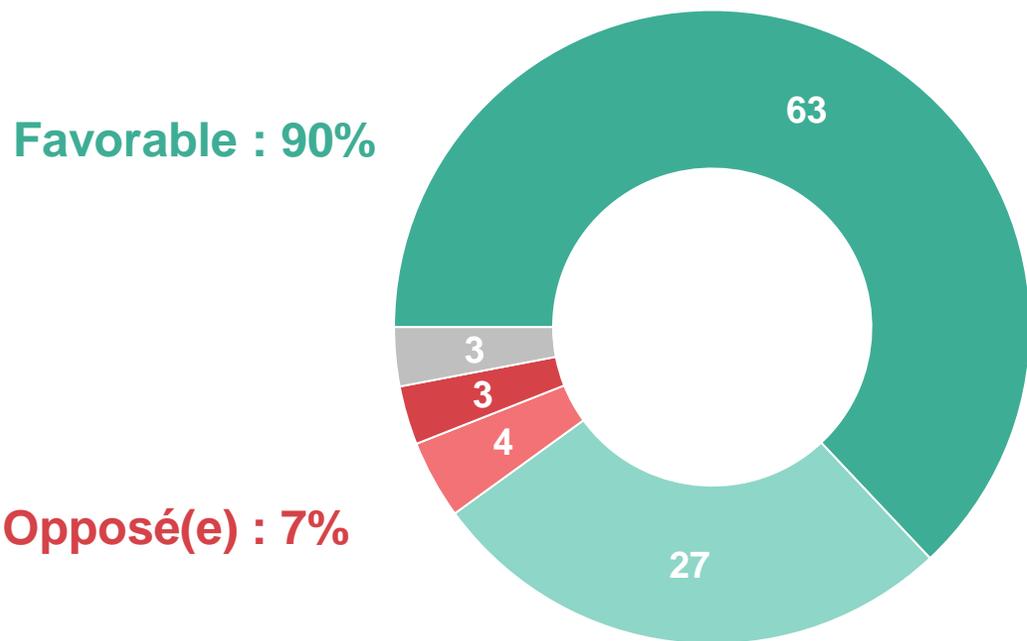
Proximité politique



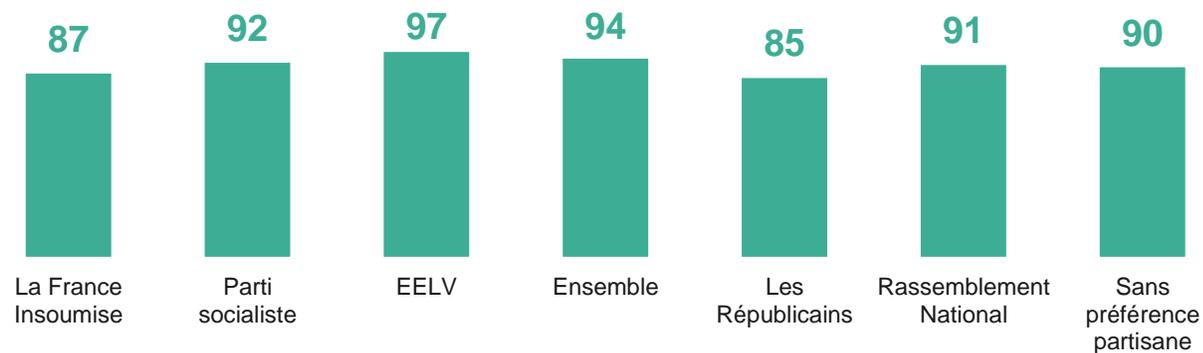
Les Français se montrent en grande majorité favorables à la constitutionnalisation du droit à l'avortement, près de 2/3 se déclarant même « tout à fait favorables »

Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce que le droit à l'avortement soit garanti par la Constitution ?

- À tous, en % -



Proximité politique

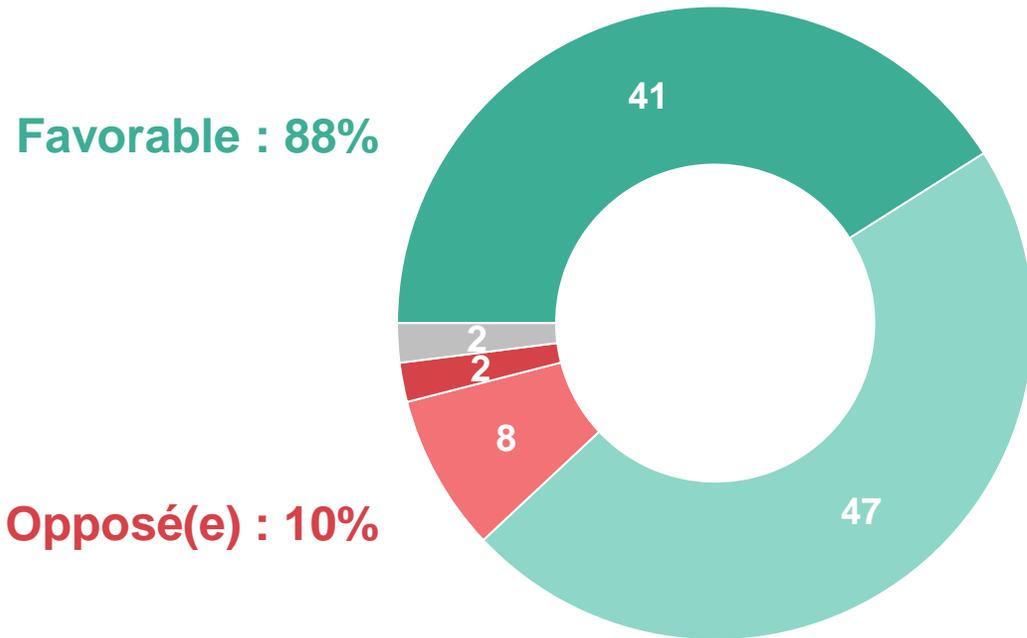


- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

Près de 9 Français sur 10 se disent favorables à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier et d'évaluer la gestion par l'Etat des risques naturels majeurs dans les collectivités d'Outre-mer

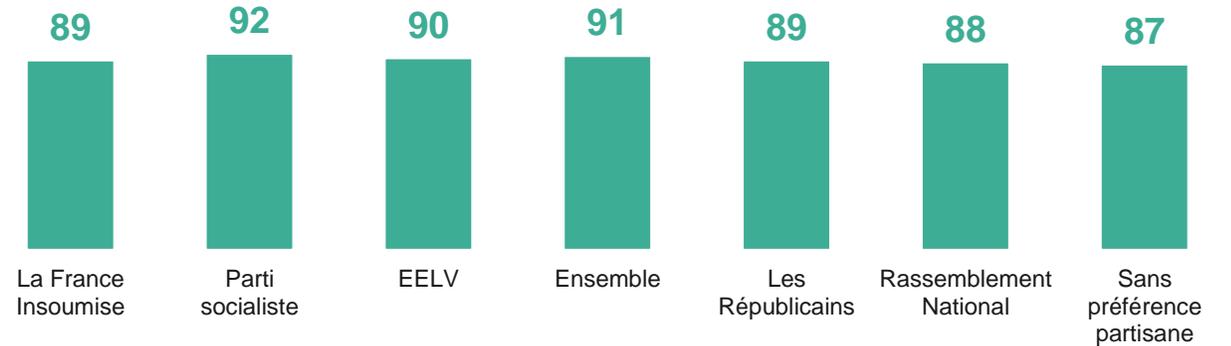
Etes-vous favorable ou opposé(e) à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier et d'évaluer la gestion par l'État des risques naturels majeurs (cyclones, sécheresse, inondations...) dans les collectivités d'Outre-Mer, afin d'améliorer les dispositifs existants, en matière de financement, de prévention, de formation, de recherche et d'organisation des secours ?

- À tous, en % -



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

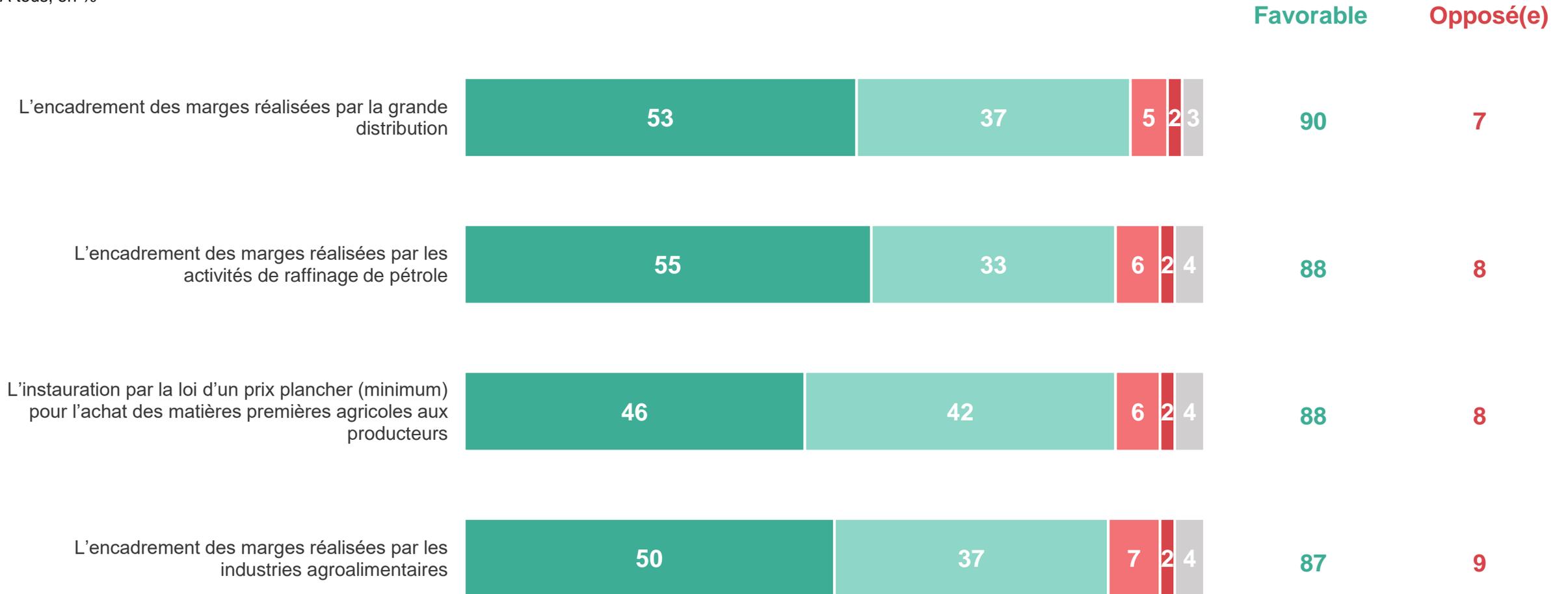
Proximité politique



L'encadrement des marges est favorablement accueilli par une large majorité de Français, qu'il concerne le domaine de la grande distribution, des activités de raffinage de pétrole ou des industries agroalimentaires. L'instauration d'un prix plancher pour l'achat des matières premières agricoles rencontre également l'adhésion de la majeure partie de la population

Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes, afin de limiter l'inflation des produits de première nécessité ?

- À tous, en % -



Si ces mesures sont perçues positivement indépendamment de la proximité politique, l'adhésion est particulièrement prononcée chez les proches d'EELV

Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes, afin de limiter l'inflation des produits de première nécessité ?

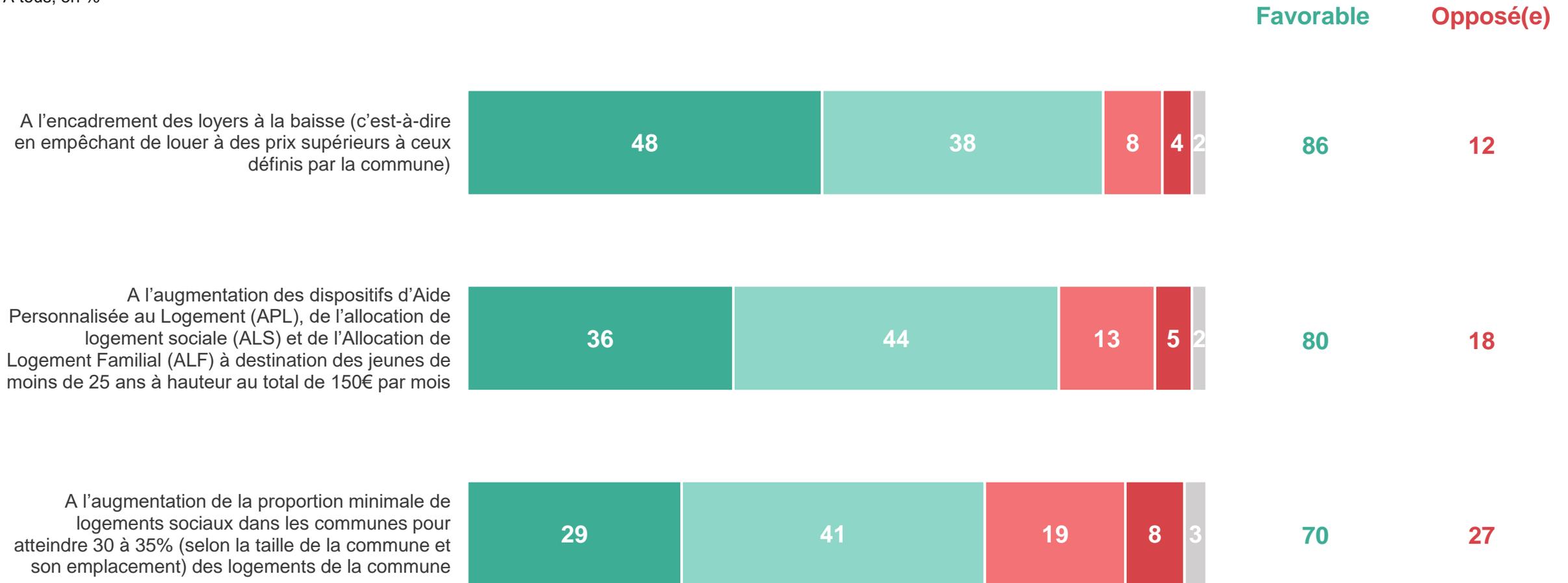
- À tous, en % de réponses « Favorable » -

	Ensemble	Proximité politique						Sans préférence
		LFI	PS	EELV	Ensemble	LR	RN	
L'encadrement des marges réalisées par la grande distribution	90	92	91	95	89	89	93	88
L'encadrement des marges réalisées par les activités de raffinage de pétrole	88	86	91	93	88	90	92	87
L'instauration par la loi d'un prix plancher (minimum) pour l'achat des matières premières agricoles aux producteurs	88	91	85	94	89	90	90	87
L'encadrement des marges réalisées par les industries agroalimentaires	87	91	92	92	85	89	89	86

Une majorité de Français approuveraient l'augmentation de la proportion minimale de logements sociaux dans les communes, l'augmentation des dispositifs d'APL, d'ALS et d'ALF à destination des jeunes précaires et surtout l'encadrement des loyers à la baisse

Etes-vous favorable ou opposé(e) aux mesures suivantes afin de répondre à la crise du logement chez les jeunes ?

- À tous, en % -



Si ces mesures en faveur des jeunes rencontrent l'adhésion d'une majorité de Français indépendamment de leur proximité politique, les sympathisants des formations de gauche y sont cependant plus favorables que la moyenne

Etes-vous favorable ou opposé(e) aux mesures suivantes afin de répondre à la crise du logement chez les jeunes ?

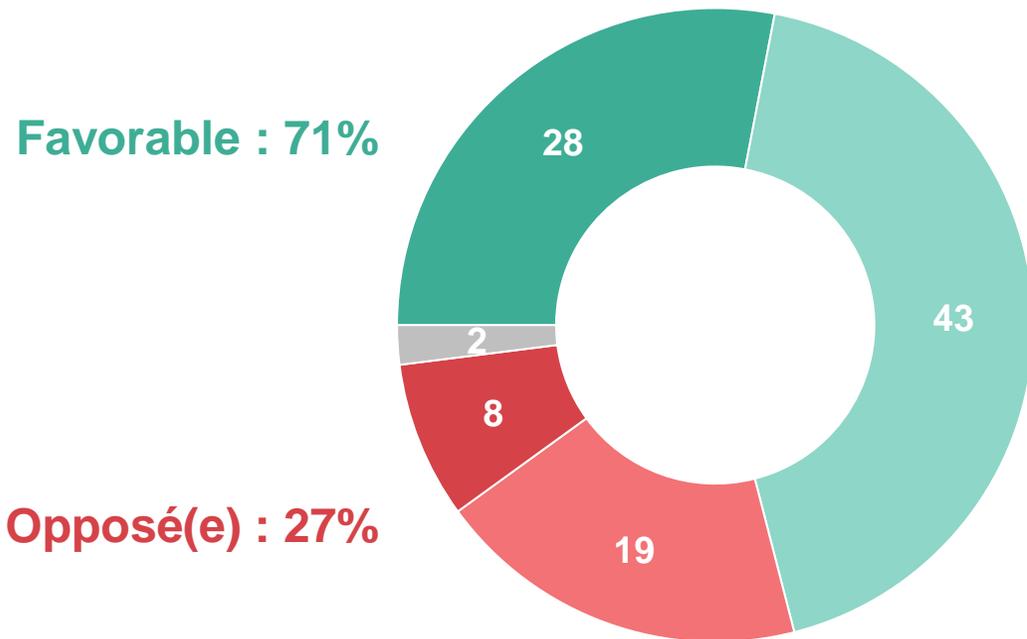
- À tous, en % de réponses « Favorable » -

	Ensemble	Proximité politique						Âge	
		LFI	PS	EELV	Ensemble	LR	RN	Sans préférence	18-24 ans
A l'encadrement des loyers à la baisse (c'est-à-dire en empêchant de louer à des prix supérieurs à ceux définis par la commune)	86	91	92	86	84	83	86	88	87
A l'augmentation des dispositifs d'Aide Personnalisée au Logement (APL), de l'allocation de logement sociale (ALS) et de l'Allocation de Logement Familial (ALF) à destination des jeunes de moins de 25 ans à hauteur au total de 150€ par mois	80	86	83	87	76	71	79	83	83
A l'augmentation de la proportion minimale de logements sociaux dans les communes pour atteindre 30 à 35% (selon la taille de la commune et son emplacement) des logements de la commune	70	86	75	81	68	69	65	74	73

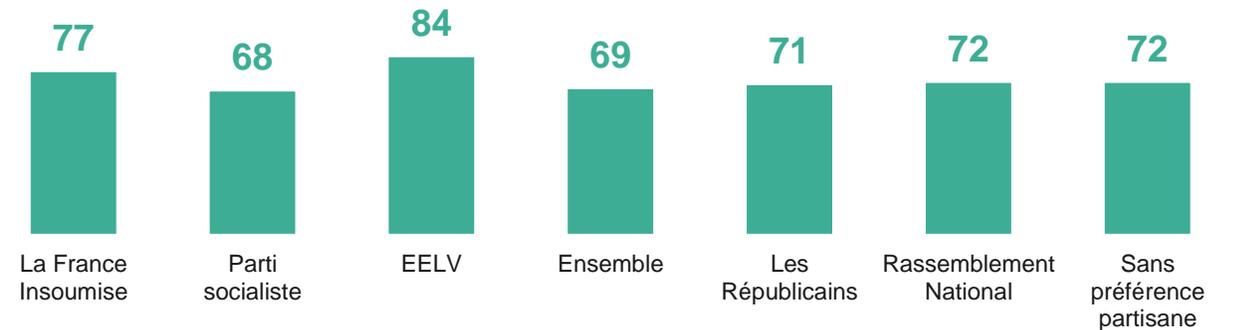
7 Français sur 10 se déclarent favorables à un moratoire sur les projets de « méga-bassines », un soutien majoritaire parmi toutes les familles politiques

Etes-vous favorable ou opposé(e) à un moratoire sur les projets de « méga-bassines » (des réserves artificielles d'eau qui puisent dans les cours d'eau ou dans les nappes phréatiques, comme celles de Sainte-Soline, parfois au détriment de l'eau potable), c'est-à-dire qu'il serait interdit d'en construire pendant 10 ans afin de laisser les scientifiques déterminer leur éventuel impact sur l'environnement ?

- À tous, en % -



Proximité politique



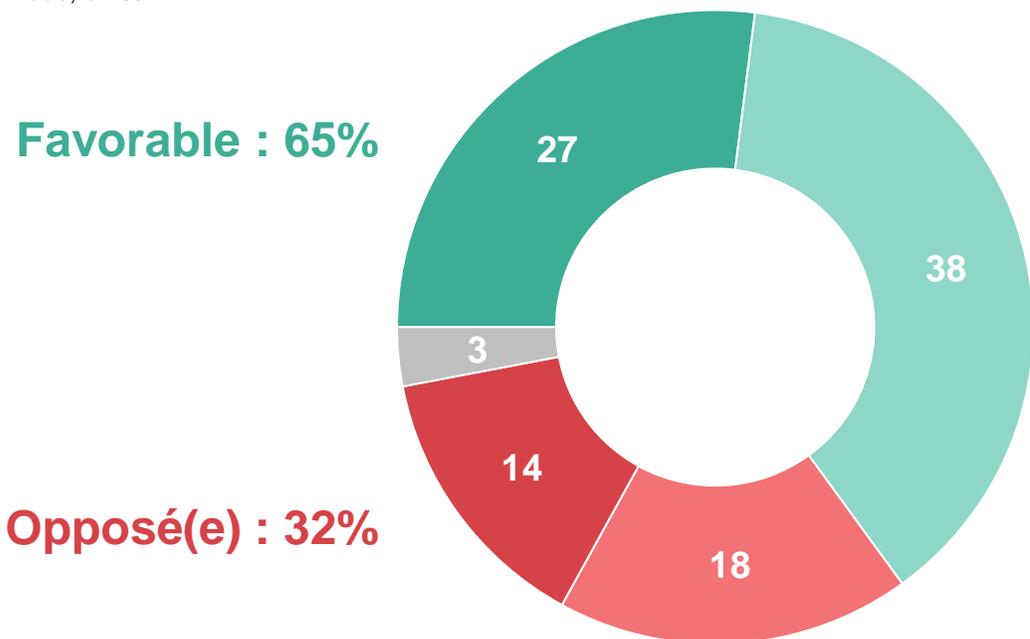
- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

Près de 2/3 des Français se prononcent en faveur de la suppression de la disposition autorisant les policiers à utiliser leur arme lorsqu'ils ne peuvent immobiliser autrement qu'avec cette dernière un véhicule dont les conducteurs n'obtempèrent pas et au retour de l'invocation de la légitime défense de droit commun

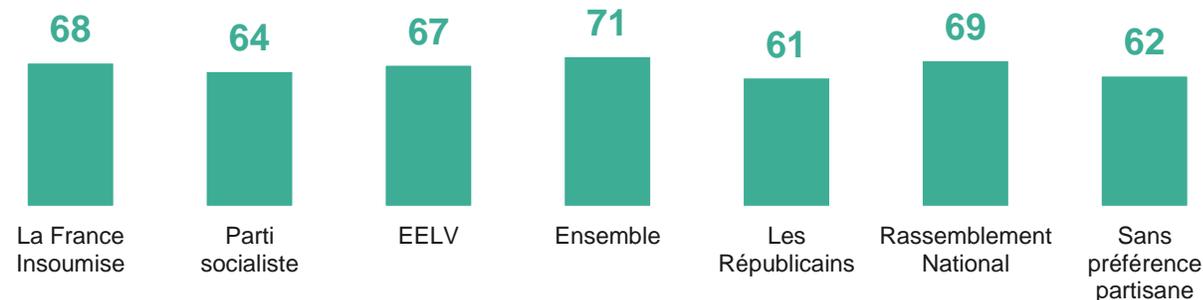
Depuis 2017, il est prévu dans le code de la sécurité intérieure que les forces de l'ordre sont autorisées à utiliser leur arme lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, un véhicule dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et sont susceptibles de créer dans leur fuite des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autres personnes.

Etes-vous favorable ou opposé(e) à la suppression de cette disposition et au retour des dispositions antérieures, qui permettaient aux policiers d'invoquer la légitime défense de droit commun (basée sur l'immédiateté, la nécessité et la proportionnalité de la riposte) ?

- À tous, en % -



Proximité politique

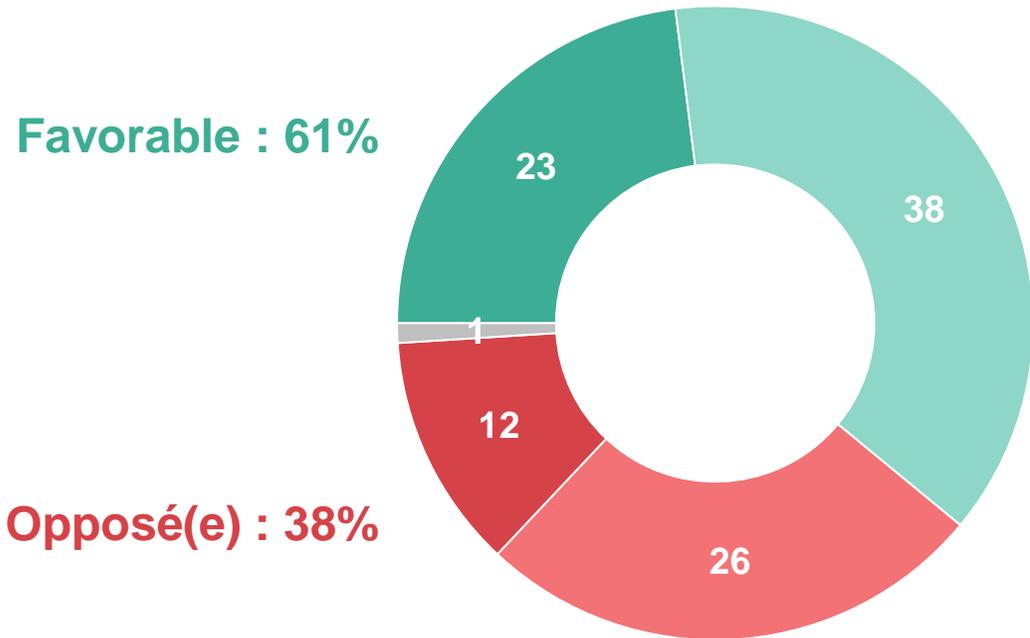


- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

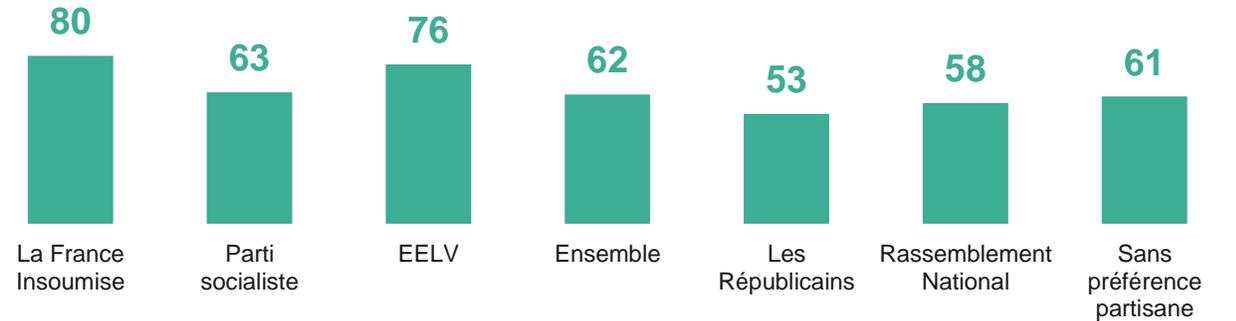
6 Français sur 10 accueillent favorablement la garantie aux familles monoparentales de l'allocation de soutien familial même lorsque la situation de l'allocataire évolue

Etes-vous favorable ou opposé(e) à garantir aux familles monoparentales l'allocation de soutien familial (ASF) même lorsque la situation conjugale de l'allocataire évolue (par exemple lorsqu'une mère isolée se met en couple avec un nouveau partenaire qui n'assume pas la charge financière de l'enfant) ?

- À tous, en % -



Proximité politique



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

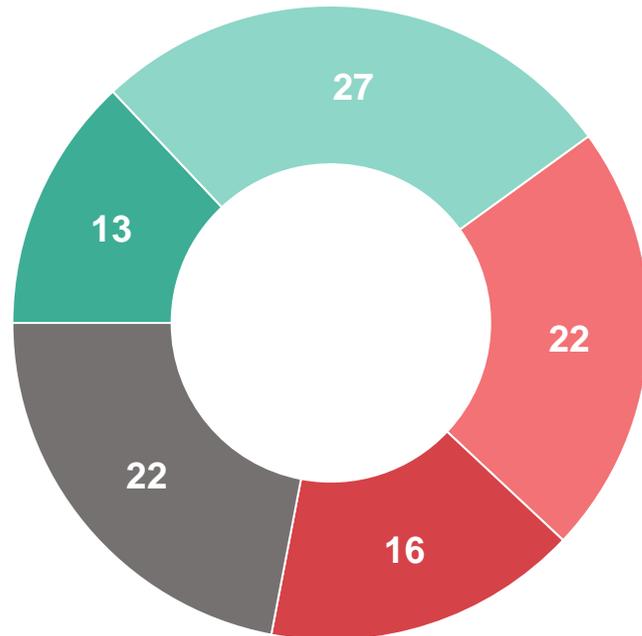
Les Français connaissant l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande se montrent partagés à son sujet, seule une moitié d'entre eux se prononçant en sa faveur

Un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande a été adopté par les eurodéputés de la commission du commerce international. Il prévoit notamment l'importation de produits agricoles néo-zélandais au sein du marché européen (notamment de la viande et des produits laitiers). Le Parlement français va être invité à se prononcer sur cet accord. Etes-vous favorable ou opposé(e) à cet accord ?

- À tous, en % -

Favorable : 40%

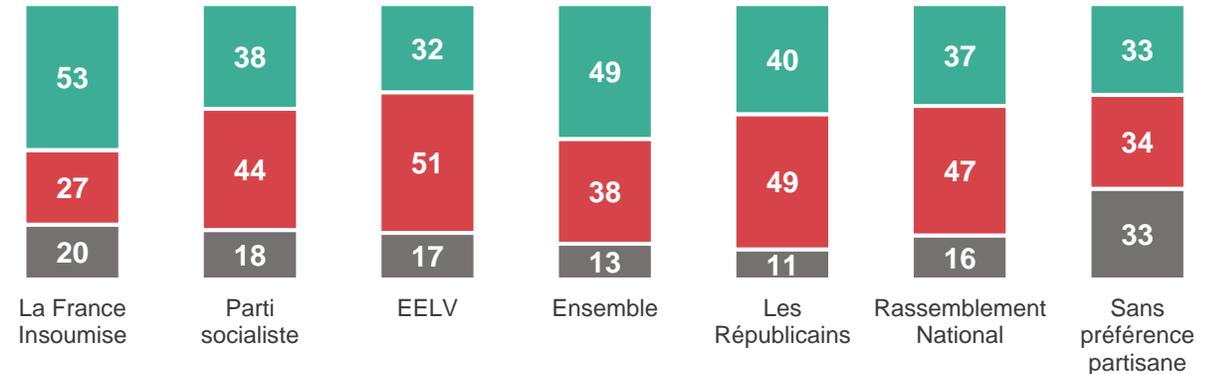
Opposé(e) : 38%



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)

■ Vous ne connaissez pas suffisamment l'accord pour pouvoir vous prononcer / Ne se prononce pas

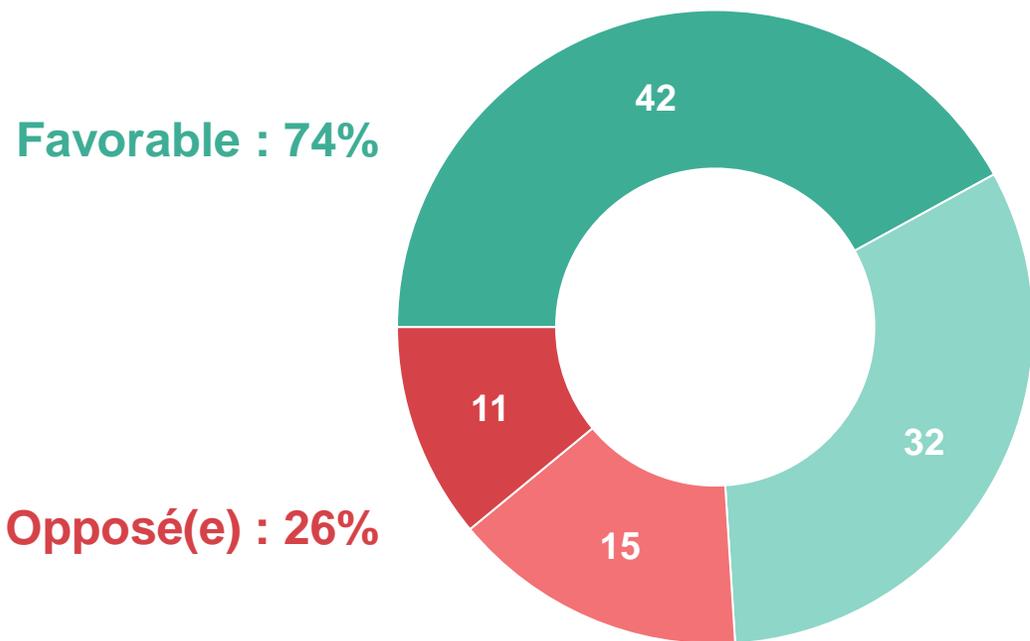
Proximité politique



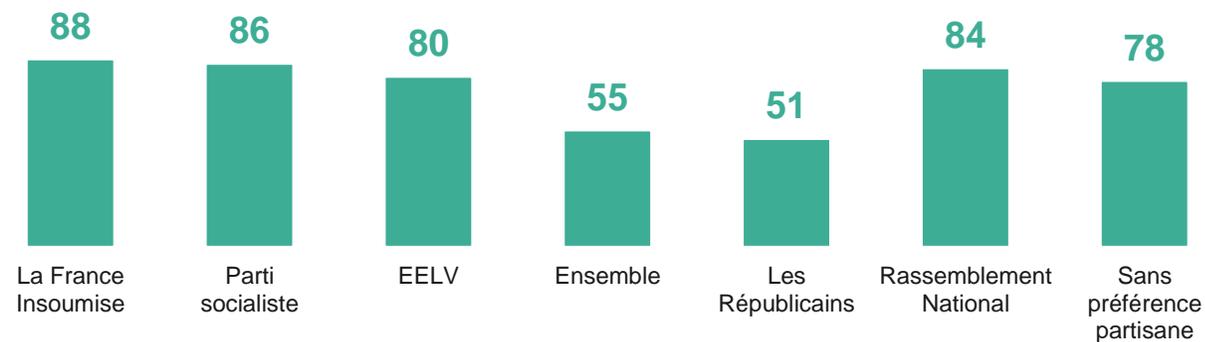
Près de 3/4 des Français se disent en faveur de l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans pour revenir à 62 ans

Etes-vous favorable ou opposé(e) à l'abrogation (c'est-à-dire l'annulation) du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans pour revenir à 62 ans ?

- À tous, en % -



Proximité politique

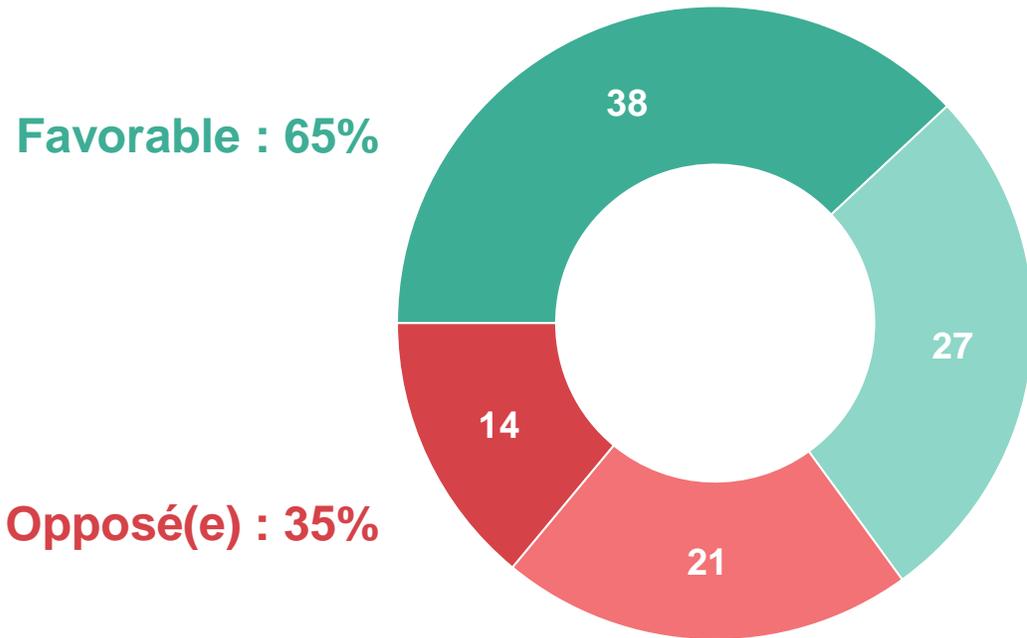


- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)

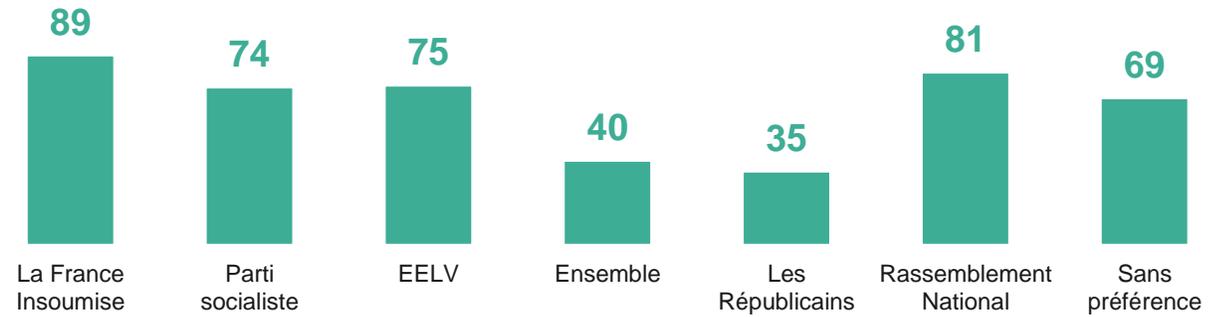
Et près de 2/3 de la population se prononcent favorablement à un retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans

Etes-vous favorable ou opposé(e) à un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ?

- À tous, en % -



Proximité politique



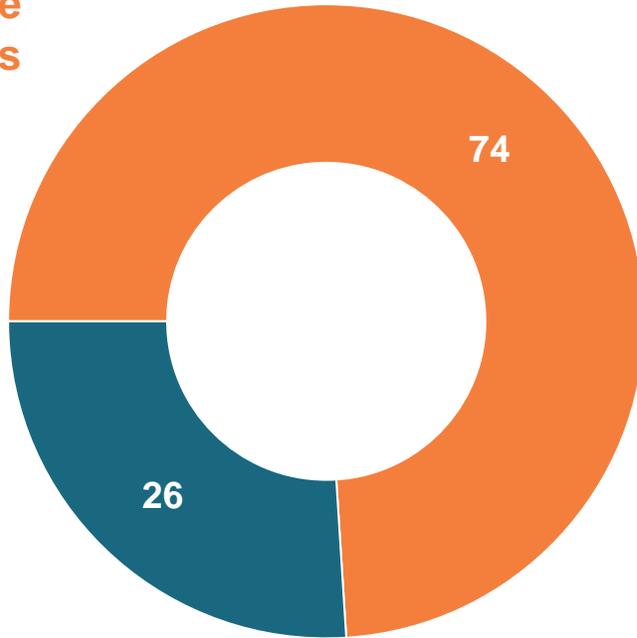
- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)

Une majorité de Français estiment que la réforme des retraites adoptée via la procédure de l'article 49.3 aurait dû être soumise au vote des parlementaires, une opinion majoritaire même chez les sympathisants de la majorité présidentielle

La réforme des retraites portée par le gouvernement en 2023 a été adoptée via la procédure de l'article 49.3 de la Constitution, c'est-à-dire sans que les parlementaires votent directement pour ou contre le texte. Dans cette situation, estimez-vous que le gouvernement aurait dû... ?

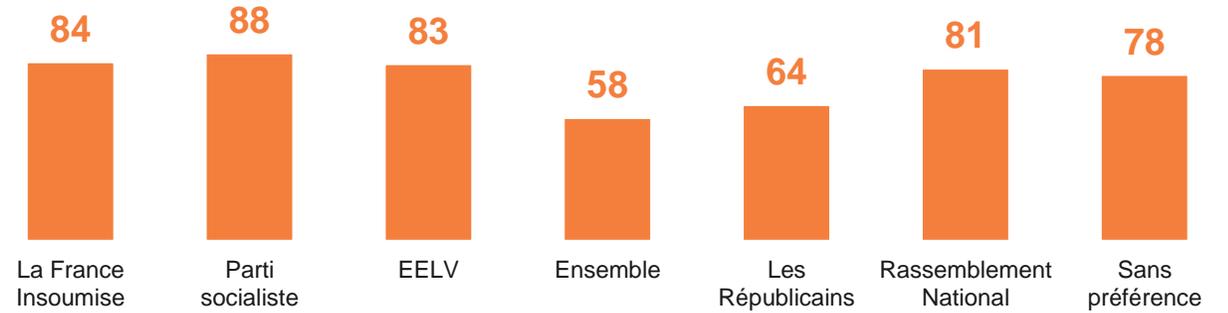
- À tous, en % -

Soumettre la réforme au vote des parlementaires



Ne pas soumettre la réforme au vote des parlementaires et passer par la procédure de l'article 49.3

Proximité politique



Contacts

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur :



www.harris-interactive.com



[Facebook](#)



[Twitter](#)



[LinkedIn](#)

Contacts Harris Interactive en France :

- Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr
- Pierre-Hadrien Bartoli – Directeur des études politiques – 01 44 87 61 05 – phbartoli@harrisinteractive.fr